

Destinataire

Cour d'Appel de Paris  
34 Cour du 04 Privés  
75055 Paris Cedex 01

Les avantages du service suivi :

- Vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non-distribution.
- 3 modes d'accès direct à l'information de distribution :
  - Par SMS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 620 80 (0,35 € TTC - prix d'un SMS).
  - Sur Internet : [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr) (consultation gratuite hors coût de connexion).
- Par téléphone :
  - Pour les particuliers, composer le 3631 (numéro non surtaxé) : du lundi au vendredi de 8h30 à 19h et le samedi de 8h30 à 13h.
  - Pour les professionnels, composer le 3634 (0,34 € TTC/min à partir d'un téléphone fixe) : du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h30 à 13h.

Date : 10/03/16 Prix : CRBT :  
LE 15/03/16 6.00000  
Niveau de garantie : 16 € ☐ 153 € ☐ 458 € ☐

En provenance de :

~~Cour d'Appel de Paris  
34 Cour du 04 Privés  
75055 Paris Cedex 01~~

Présenté / Avisé le : /  
Distribué le : /

Je soussigné déclare être :  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire  
☐ CN/Pernis de conduire  
☐ Autre : .....

Signature Facteur

16 MARS 2016  
SERVICE COURRIER

SGR 2 V21 MSR 2A 12-1090119 03-15



Numéro de l'envoi : 1A 119 684 8124 4

LA POSTE  
RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Expéditeur

Monsieur Pierre Evergue  
10 rue de Brûin  
30270 Saint Jean du Gard

SGR 2 V21 MSR 1B 12-1090119 03-15

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.  
Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de Poste.  
Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur le site [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr).  
Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez [www.laposte.fr/poutiqueducourrier](http://www.laposte.fr/poutiqueducourrier)



LA POSTE  
RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION  
Numéro de l'AR : AR 1A 119 684 8124 4



Renvoyer à

FRAB



Monsieur Pierre Evergue

10 rue de Brûin

30270 Saint Jean du Gard

Châtenay-Malabry, le 14 Mars 2016

**Cour d'Appel de Paris**  
**Madame la procureure générale**  
**34 quai des Orfèvres**  
**75055 PARIS CEDEX 01**

**objet:** Appel contre le classement de la Plainte  
pénale: n°P 13204000 878  
**motif :** autre poursuite ou sanction de nature non pénale

**Par Lettre RAR n° 1A 119 684 8124 4**

Madame la procureure générale,

Je, soussigné Pierre Evesque, fais appel du classement sans suite du 24 Décembre 2014 (cf. Annexe 7), car le harcèlement que je subis est toujours en activité bien que les choses auraient du s'arranger, suite à ma première plainte (Annexe 6). Par ailleurs, contrairement à ce que dit cet avis de classement, les autres juridictions ne s'intéressent pas réellement à mon cas, qui est bloqué par un dévoiement de l'action du comité médical. Le Tribunal administratif ne fait rien contre ma mise en ostracisme, et fait comme s'il n'existait pas.

Le comité médical et le Délégué Régional imposent encore maintenant des consignes de vie totalement inadéquates à la reprise potentielle de mon service, comme je le décrirai succinctement.

En plus de l'avis de classement de la plainte (Annexe 7), et la première plainte (Annexe 6), je vous fais parvenir en Annexes 1 et 2 ci-joint ma lettre de réponse (1) suite à la convocation (2, avec ses annexes)) du Délégué Régional à un examen médical (le 4/3/16) pour tester ma possibilité de reprise du travail. Bien évidemment, il n'avait aucune autorité pour le faire ; la lettre RAR du Comité médical m'est parvenue que le 5/3/2016 (cf. Annexe 8) ; donc je ne me suis pas rendu à l'expertise dont je ne connaissais pas l'endroit.

Ma position est de plus très mal définie par les autorités, et je ne peux être capable de me présenter en vue de la reprise de mon travail: Je n'ai toujours pas le droit d'accéder ni à mon bureau, ni à mes expériences ni à mon laboratoire, ni de converser librement avec mes collègues ; je n'ai pas eu le droit ni d'assister à l'assemblée générale de mon laboratoire, ni à l'évaluation de mon laboratoire par l'AERES en 2014... Je n'ai même pas eu le droit d'assister à la soutenance de ma thésarde chinoise Y.P. Chen, ni évidemment pas être membre du jury, bien que j'ai fini de corriger la version définitive un mois avant mon arrêt maladie ait modifié la rédaction de la thèse, que mes collègues chinois m'ont associé à leurs publications....

Comment voulez-vous que je puisse me présenter dans ces conditions comme apte au travail devant le psychiatre expert (qui ne sera probablement au courant de rien)? (Ceci est rappelé dans ma lettre rar du 4/3/2016 au Délégué Régional, Annexe 1). On m'attend quasiment les armes à la main dans mon laboratoire ; or je ne demande qu'une chose : le respect de la légalité, et d'un travail rigoureux de recherche, avec ce qu'implique la déontologie.

Le stress, engendré par la dernière lettre du Délégué régional, est dur : **on veut me supprimer mon salaire** (cf. lettre rar du 26/2/2016); et bien entendu on ne parle pas de retraite (voir l'annexe

de la lettre du Délégué régional. Et je n'ai reçu la **convocation officielle à voir l'expert choisi par le Comité Médical que le 5/3/2016** (cf Annexe 8).

En plus, je n'ai toujours même pas le droit d'accès à mon dossier médical (du comité médical de 2013), ni celui actuel de 2016 d'ailleurs, ni à celui du comité médical supérieur de 2014 (cf Annexe 5). De plus ni M. le Délégué Régional, ni le Comité Médical ne répondent jamais à mes demandes écrites ou orales. La Cour d'appel entérine les problèmes et fait comme s'ils n'existaient pas. Le comité médical du CNRS utilise un système de lettres recommandées avec des délais trop courts. Quelle est la raison pour me presser ainsi et me tarabuster ? Je n'ai reçu la convocation rar, qu'après la date du 4/3/2016... et un rappel à l'ordre du Délégué régional avant

De même je suis toujours formellement interdit d'aller aux congrès, d'assister à des cours, d'entrer en contact avec des collègues ; tout juste j'ai pu me rendre l'année dernière (fin 2014) à une journée de rencontre sur l'avancement du projet VIP-Gran à l'ESA (Hollande) ; encore était-ce « en catimini » usant du fait des accords internationaux et sans citer mon appartenance au CNRS, et en utilisant ma casquette d'ancien responsable VIP-Gran et créateur du projet.

De même j'ai « du forcer » l'interdiction CNRS pour participer à une journée de travail du CNES sur les vols paraboliques et me tenir au courant des possibilités futurs de travail en apesanteur comme le mentionne la lettre rar du 23/3/2015 au comité médical (Annexe 3).

Comme le montre l'annexe de la lettre du Délégué Régional du 24/2/2016, ceci m'est toujours reproché par le comité médical. Je ne vois pas à quoi cela sert de passer devant un expert psychiatre qui ne pourra que noter l'incompatibilité entre les procédures dues à une schizophrénie de l'administration, mon travail réel et le respect des règles déontologiques : comment puis-je/ dois-je me comporter au travail ?

Le CNRS, via son premier expert, m'a demandé un suivi psychiatrique par un expert psychiatre. J'ai obtempéré dès Fév 2013 (voir Annexe 6). Le psychiatre de l'hôpital qui me voit (le Dr Karoubi) refuse de me soigner, et ne me diagnostique aucune pathologie... à ma connaissance. Je l'ai vu récemment (12/2/2016).

Quant à mon dossier médical CM et CMS, j'ai eu accès, par un biais, à la liste des fichiers contenus dans le dossier du comité médical supérieur (en questionnant le CMS directement), il y est noté un certificat de ce médecin (Dr Karoubi) qui ne devrait pas exister ; il y manque entre autre le mémorandum de mon avocat et mon dossier médical Erasme de mai 2013... (Le Dr Karoubi m'a assuré que ce certificat ne peut être qu'un faux en Sept 2015; il m'en a reparlé le 12/2/2016, et a été très étonné que je n'ai toujours pas accès à mes dossiers médicaux CM (2013) et CMS (2014)). La CADA (Annexe 5) s'en est fortement étonné et m'a constaté l'illégalité. Copie de ces demandes sont à la CAA.

En vous remerciant par avance, je vous prie de croire, Madame la procureur générale, à l'expression de ma haute considération.

Pierre Evesque

PS: Dans sa réponse à la Cour administrative d'Appel, M. Grésik cite Poudres & Grains **11**, 58-59 (2000) comme étant défaillant et la cause de ma « mauvaise réputation scientifique » (cet article est accessible à [http://www.poudres-et-grains.eu/datas/articles/poudres-11\\_4-Jamming.pdf](http://www.poudres-et-grains.eu/datas/articles/poudres-11_4-Jamming.pdf) ) (Annexe 4).



Le tribunal pourra juger sur pièce la qualité de ce travail. J'en demande l'expertise par le Tribunal. Je maintiens que cet article est rigoureux et correct; c'est un travail essentiellement bibliographique, comme le dit the Physical Review letters (PRL), journal scientifique reconnu. Il critique un article de Nature et donne la forme (l'équation) d'une courbe qui contredit la courbure de la courbe proposée par Nature. Tout ceci est attesté par le travail éditorial de (PRL) auquel j'avais soumis l'article pour publication, correspondance qui se trouve dans mon témoignage n°1, dans le blog Defense-Pierre-Evesque, aux pp. 88-117, accessible à [http://poudres-et-grains.eu/datas/temoignages/Temoig-1\\_editionsCL-23-6-11.pdf](http://poudres-et-grains.eu/datas/temoignages/Temoig-1_editionsCL-23-6-11.pdf)). La lettre de l'éditeur (p.117) résume cela et conclut que ce n'est pas suffisant pour mériter l'édition dans son journal. Il oublie aussi que la Figure publiée par Nature était fausse..

Cela m'a surpris un peu : Quoi de plus important que de donner accès à des datas, à de la littérature scientifique à d'autres spécialistes n'ayant pas les mêmes connaissances ? Quoi de plus normal que de démontrer et publier la fausseté des courbes, la fausseté des data supposés, quand on connaît soit même le résultat expérimental et qu'il ne concorde pas avec la réalité supposée, publié dans un journal généraliste... C'est pourtant ce à quoi conduit de suivre la ligne éditorial de cet éditeur.

Et le CNRS refuse son aide pour rétablir cette vérité, come l'atteste la réplique de Février 2016 à la CAA de M. Grésik.

## **Pièces Annexes :**

Ma réponse du 4/3/2016 au Délégué régional pour sa lettre du 24/2/2016

Lettre RAR du Délégué régional pour sa lettre du 24/2/2016, contenant copie de sa lettre du 5/11/2014

Annexe 3 : Ma lettre au comité médical du 23/3/2015, avec la journée vol parabolique

Annexe 4 : Mon article de Poudres & Grains critiqué par le CNRS, et sur lequel il s'appuie pour dire que ma mauvaise réputation est lié à ce genre d'articles. Or cet article est correct, comme l'atteste le reviewing de Phys. Rev. Lett . Je demande l'expertise de cet article par le tribunal. L'expertise de PhysRevLett se trouve p.88-107 de mn témoignage n°1

Annexe 5 : Lettre de la CADA du 10/9/2015, appuyant ma demande d'accès à mes dossiers médicaux (CM et CMS)

Annexe 6 : Ma première plainte pénale au TGI du 15/7/2013 ( n°P 13204000 878)

Annexe 7 : Avis de Classement sans suite du 24/12/2014 de la plainte pénale ( n°P 13204000 878)

Annexe 8 : lettre rar « du 19/2/2016 » du Comité médical me demandant de voir un expert le 4/3/2016, reçue le 5/3/, après le 4/3.



## Résultat de la recherche

| Identifiant     | Produit                  | Date       | Localisation | Statut    |
|-----------------|--------------------------|------------|--------------|-----------|
| 1A11968481244 ▼ | Lettre<br>Recommandée AR | 16/03/2016 | 75           | Distribué |

**16/03/2016****Distribué**PARIS 21 SENTIER PDC1  
(75)

### Détails de l'acheminement

Le courrier a été remis contre signature du destinataire (ou de son représentant dûment mandaté).

**le 16/03/2016**

En cours de traitement à PARIS 21 SENTIER PDC1 (75).

**le 15/03/2016**

Pris en charge à SAINT JEAN DU GARD BP (30).

**Pierre EVESQUE**  
1, rue Jean Longuet  
92290 CHATENAY-MALABRY  
☎ et Fax 33 -(0)1 43 50 12 22  
e-mail : [pier.evesque@gmail.fr](mailto:pier.evesque@gmail.fr)  
labo MSSMat-umr 8579

Châtenay-Malabry, le 4 Mars 2016

Monsieur le Délégué Régional  
1 place Aristide Briand,  
92190 Meudon

**objet:** votre lettre RAR n° 1A 115 700 7669 2 du  
24/2/2016

**Par Lettre RAR n° 1A 117 144 0595 1**

Monsieur le Délégué Régional,

Je sors de consultation avec mon médecin traitant.

Je tiens à répondre à votre lettre RAR du 24 Février 2016, reçue le 26 Février 2016. Je n'ai reçue aucune demande officielle du Comité Médical jusqu'à présent.

Veuillez transmettre, s'il vous plait, cette information à M. Grésik et/ou au Président du Comité Médical.

En vous remerciant par avance, je vous prie de croire, Monsieur le Délégué Régional, à l'expression de ma haute considération.

Pierre Evesque

PS 1: Dans sa réponse à la Cour administrative d'Appel, M. Grésik cite Poudres & Grains **11**, 58-59 (2000) comme étant défaillant et la cause de ma « mauvaise réputation scientifique ». Pourriez-vous faire évaluer cet article, et faire le nécessaire pour redorer mon image, et pour que PRL n'ait plus le droit de bloquer de l'information scientifique méconnue, car l'article de Nature que commentait mon article contenait des erreurs flagrantes sur une figure que l'attitude de PRL a aussi contribué à masquer.

PS 2 : Je n'ai pas reçu mon dossier médical du Comité médical supérieur de 2014 et du comité médical de 2013, que j'ai demandés plusieurs fois depuis plus de 6 mois, aussi via la Cour, via la

CADA... La CADA (TSVP) m'assure que c'est mon droit. **Ce dossier m'est nécessaire pour définir l'attitude et les arguments à présenter lors de mon expertise médicale.**

Avant une nouvelle convocation, merci de me faire parvenir mon/mes dossiers CM et CMS ; merci aussi de faire préciser les motifs de cette convocation: reprise de poste, et quel poste, quel ministère, quelle branche d'activité... car je ne peux me comporter devant un expert sans ce préalable, comme vous pouvez le comprendre, compte tenu de l'état des faits réels, car je n'ai pas accès au laboratoire, ni à mon bureau, ni au parking, et merci de le (faire) déclarer à l'expert qui me recevra, car c'est un point nécessaire pour comprendre mes difficultés potentielles de réinsertion ; bien sur, tout ce ci doit apparaître dans la convocation elle-même puisque je n'ai aucun contrôle sur mon dossier.

PS 3 : A ce sujet la dernière fois que j'ai du voir un de mes collègues pour des raisons de publication... , j'ai pu passer (comme à l'habitude) derrière des personnes que je ne connaissais pas entrant dans le bâtiment, comme à l'habitude. Mais ceci ne me permet pas de tester la **capacité d'accueil de mon laboratoire** à mon retour, ni évidemment de **se sentir protéger par le plan Vigi-pirate**, qui est pourtant en plein activité.

PS 4 : Enfin je ne suis qu'en contact très partiel (ni visuel, ni oral, ni téléphonique) avec mon avocat depuis une semaine (vacances, étranger,... (?)) ; j'étais aussi en voyage moi-même. Ceci fait que je manque de conseil ; excusez-mes erreurs et mes appréhensions s'il vous plait. Merci par avance. (je n'ai pas reçu le dossier Gaia de la CAA)

Le délégué régional

Service des Ressources Humaines

Affaire suivie par : Jérôme PARET

e-mail : [jerome.paret@cnrs.fr](mailto:jerome.paret@cnrs.fr)

Tel : 01 45 07 53 32

Monsieur Pierre EVESQUE  
1, rue Jean Longuet  
92290 CHATENAY MALABRY

Meudon, le 24 février 2016



LR AR n° **1A 115 700 7669 2**

Monsieur,

Par lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 099 460 3640 1 en date du 5 novembre 2014 (pièce jointe), j'attirais votre attention sur le caractère obligatoire des convocations de l'administration pour des examens médicaux chez un médecin agréé, ainsi que sur les conséquences que le CNRS pourrait tirer de votre refus de vous présenter devant l'expert médical.


Le responsable du service des pensions et des accidents du travail de la DRH du CNRS m'a informé de vos absences aux convocations des 24 mars et 9 juin 2015. Un nouveau rendez-vous vous a été fixé le vendredi 4 mars 2016 à 15h00.

Je vous informe qu'en cas de nouvelle absence non justifiée par un motif sérieux à cette convocation, le CNRS prendra acte de ce manquement à l'obligation d'obéissance hiérarchique qui s'impose à vous en tant que fonctionnaire, sans préjudice de l'application des articles 37 et 39 du décret n°86-442 du 14 mars 1986.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le délégué régional

Philippe CAVELIER

Pour le délégué Régional empêché  
et par délégation  
  
Jérôme PARET  
Responsable des Ressources Humaines



Le délégué régional

Service des Ressources Humaines

Affaire suivie par : Jérôme PARET

e-mail : [jerome.paret@cnrs.fr](mailto:jerome.paret@cnrs.fr)

Tel : 01 45 07 53 32

 **COPIE**

Monsieur Pierre EVESQUE  
1, rue Jean Longuet  
92290 CHATENAY MALABRY

Meudon, le 5 novembre 2014

LRAR n° 1A 099 660 3640 1

Monsieur,

Vous avez reçu deux convocations à vous présenter devant le médecin agréé du Comité médical pour le mardi 2 septembre, puis le mardi 16 septembre 2014. Vous n'avez donné suite à aucune de ces convocations. Vous allez recevoir prochainement une 3<sup>ème</sup> convocation devant le médecin agréé. **J'attire votre attention sur le caractère obligatoire de cette convocation et sur les conséquences d'un éventuel nouveau refus de votre part de vous présenter devant l'expert médical.**

En effet, conformément à l'art.41 du décret n°86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires, **le bénéficiaire d'un congé de longue maladie ne peut reprendre ses fonctions à l'expiration dudit congé que s'il est reconnu apte, après examen par un spécialiste agréé et avis favorable du comité médical.**

Vous avez été placé en congé longue durée pour la période du 21 mai au 20 novembre 2013. **Il est donc nécessaire que le Comité médical soit en mesure de donner son avis sur la prolongation de ce congé depuis cette date et sur la possibilité d'une reprise d'activité telle que vous la sollicitez.** Nous vous rappelons à cette occasion que votre demande de reprise doit être accompagnée d'un certificat médical de votre médecin (sous pli scellé), qui sera remis au Comité médical.

Nous avons pour l'instant, à titre conservatoire, maintenu votre salaire dans l'attente de la régularisation de votre situation.

**Toutefois, votre refus persistant à vous présenter devant le médecin agréé du Comité médical nous fonderais à suspendre votre salaire, en application des articles 37 et 39 du décret du 14 mars 1986.** En effet, ces articles prévoient d'une part (art.39) que le versement du salaire peut être interrompu si le bénéficiaire d'un congé longue maladie ne se soumet pas, sous le contrôle du médecin agréé et du comité médical aux prescriptions que son état comporte, et notamment à l'examen médical préalable à toute demande de prolongation du congé ou de réintégration, et d'autre part (art.37) que le maintien du traitement n'est possible, à l'issue de chaque période de longue maladie, si le fonctionnaire n'a pas été reconnu apte à reprendre



Délégation  
Ile-de-France Ouest & Nord

[www.cnrs.fr](http://www.cnrs.fr)

1, place Aristide Briand  
92195 Meudon cedex

T. 01 45 07 50 50  
F. 01 45 07 53 35

ses fonctions, que si ce dernier a demandé et obtenu le renouvellement de ce congé (art.37).


Je vous demande donc instamment de vous rendre à la prochaine convocation devant l'expert médical que vous recevrez.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le délégué régional

Philippe CAVELIER

Pour le délégué Régional empêché  
et par délégation

  
Jérôme PARET

Responsable des Ressources Humaines

**Pierre EVESQUE**  
1, rue Jean Longuet  
92290 CHATENAY-MALABRY  
☎ et Fax 33 -(0)1 43 50 12 22  
e-mail : [pier.evesque@gmail.com](mailto:pier.evesque@gmail.com)  
Directeur de Recherche CNRS

*Châtenay, le 23 Mars 2015*

*Objet : impossibilité de présence à expertise*

L RAR : 1A 105 081 1778 0

Comité Médical  
Unicité Bat F  
16 rue Alfred Kastler  
14050 Caen cedex 4

Monsieur Grésik,

J'ai bien reçu votre lettre RAR du 13/3/2015, reçue au début du week-end, me demandant de me présenter le 23/3/2015 à Cochin pour une expertise, puis son contrordre (rar) du 17/3 annulant ce rendez-vous et le fixant au 24/3...

Cette dernière lettre m'est arrivée après l'envoi de mon courrier du 18 au Docteur Vignalou et à vous-même vous demandant un peu plus de sérénité et de réciprocité dans nos contacts. Je me sens réellement harcelé par les ordres intempestifs ; de plus c'est contraire à une compréhension mutuelle, qui est la base de toute obéissance sérieuse, et c'est contraire à l'état de santé décrit par le Dr Grossin.

Merci donc d'adoucir vos injonctions, de les faire passer par le Dr Choffé, mon médecin traitant, comme vous le faites déjà pour certaines (donc pourquoi pas toutes ?), et merci de respecter un timing respectable.

Je ne comprends pas pourquoi le Dr Choffé ne vous a pas écrit pour les retards avec lesquels vous l'informer (et moi avec) de ma situation.

Compte tenu de ce mail du 18/3/15, j'ai pensé que la convention s'appliquait déjà et que je n'avais pas à vous répondre.

Ceci dit, je tiens à vous préciser que je suis en déplacement en ce moment, et que je poste cette lettre de Toulouse où je suis allé pour ma culture (au moins) et +.

Je vous écris en RAR pour vous prouver ce que je dis ; j'y ajoute le thème et le lieu de mon rendez-vous, prouvant que ce trajet ne pouvait être déplacé.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pierre Evesque

PS je pense que cette lettre contredit aussi, au moins en partie, l'expertise du Dr Grossin.

Je vous ferai parvenir l'analyse des conditions d'expertise subies d'ici quelques temps pour confirmer mes dires.

# Réunion de travail vols paraboliques

**CNES – TOULOUSE**

**23-24 MARS 2015**

## PROGRAMME

### LUNDI 23 MARS

|                 |  |
|-----------------|--|
| 13 :30 – 14 :00 | Accueil, café  |
| 14 :00 – 14 :15 | <b>Introduction</b> – Lionel SUCHET, Direction-adjoint du Centre spatial de Toulouse, CNES                                 |
| 14 :15 – 15 :00 | <b>Le Cadmos, un service opérationnel au service de la science</b> – Sébastien BARDE, chef de projet Cadmos, DCT-CNES      |
| 15 :00 – 15 :30 | <b>Contexte programmatique des vols paraboliques</b> – François SPIERO, Responsable programme vols paraboliques, DSP-CNES  |
| 15 :30 – 16 :10 | <b>A310 ZERO-G, le nouvel avion parabolique</b> – Frédéric GAI, responsable vols paraboliques, Novespace                   |
| 16 :10 – 16 :30 | Pause  |
| 16 :30 – 17 :00 | (Sciences de la matière) <b>Propagation de flamme</b> – Guillaume LEGROS, IJRA/UPMC  |
| 17 :00 – 17 :30 | (Sciences de la matière) <b>Evaporation de gouttes sur substrats solubles</b> – Alexandra MAILLEUR, ILM/UCBL               |
| 17 :30 – 18 :00 | (Sciences de la vie) <b>Adaptation vestibulaire en micropesanteur</b> – Stéphane BESNARD, CHU de Caen                      |
| 18 :00 – 18 :30 | (Sciences de la vie) <b>Evaluation de l'anxiété en situation de micropesanteur de courte durée</b> – Benoît BOLMONT, LCOMS |

A l'issue de cette première demi-journée de travail, une soirée est offerte à tous les participants à bord de la péniche La Timonerie (voir invitation), pour un cocktail dînatoire. Une belle occasion pour poursuivre les discussions de manière informelle et amicale.

Nous vous remercions par avance de confirmer votre présence.

### MARDI 24 MARS

|                 |   |
|-----------------|---|
| 08 :15 – 08 :30 | Accueil, café   |
| 08 :30 – 09 :00 | (Sciences de la matière) <b>Echanges de chaleur en micropesanteur</b> – Catherine COLIN, IMFT   |
| 09 :00 – 09 :30 | (Sciences de la vie) <b>Contrôle des mouvements en micropesanteur</b> – Michele TAGLIABUE, CEsEM  |
| 09 :30 – 10 :00 | (Sciences de la vie) <b>Adaptation des représentations internes à la micropesanteur</b> – Christine ASSAIANTE, LNC  |
| 10 :00 – 10 :30 | (Astrophysique – Exobiologie) <b>Propriétés Optiques des Grains Astronomiques et Atmosphériques</b> – Jean-Baptiste RENARD, LPCE                                |
| 10 :30 – 10 :45 | Pause   |
| 10 :45 – 12 :45 | Echanges sur le thème : <b>Le vol parabolique, une plateforme facilement accessible aux laboratoires de recherche : un paradigme toujours valide ?</b>          |
| 12 :45 – 14 :00 | Pause déjeuner  |
| 14 :00 – 16 :00 | Echanges sur le thème : <b>Soutien à la recherche en micropesanteur au CNES : besoins et ressources techniques pour se lancer dans l'aventure parabolique !</b> |
| 16 :00 – 16 :30 | Conclusion du Séminaire   |

## The jamming surface of granular matter

### Determined from soil mechanics results

**P. Evesque**

Lab MSSMat, UMR 8579 CNRS, Ecole Centrale Paris  
92295 CHATENAY-MALABRY, France, e-mail evesque@mssmat.ecp.fr

#### Abstract:

*Classical soil mechanics results are used to propose the equation of the jamming transition surface in the  $(\sigma', 1/\rho=v)$  space, where  $\rho$  is the density,  $v$  the specific volume and  $\sigma'$  the stress really supported by the grain structure. Taking axisymmetric conditions, labelling  $q=\sigma'_{11}-\sigma'_{22}$  and  $p=(\sigma'_{11}+\sigma'_{22}+\sigma'_{33})/3$ , and considering normal range of pressure (10 kPa-10MPa) the equation of the surface of jamming transition is  $v=v_o-\lambda \ln(p'/p'_o)+\lambda_d \ln(1+q^2/(M'p')^2)$ ;  $M'$  is related to the friction angle  $\phi$ ,  $\lambda$  and  $\lambda_d$  are two constants which depend on soil characteristics.*

Jamming transition is a fundamental problem which attracts some interest from physicists recently, since they have addressed a parallel with the glass transition [1]. We do not want to discuss this last point here; but we just want to stress that some information on the jamming transition can be found already from the technical literature, within different words most likely; for instance, the soil mechanics literature speaks of this problem within an other terminology, but it has already identified the law of variation of the minimum density that a soil can exhibit in statics and under a definite stress field. This may help physicists in their investigation. This is just what we want to report.

Consider a dry granular material (as sand) in static condition, submitted to an axial stress field expressed in the principal axis direction as  $(\sigma'_{11}, \sigma'_{22}, \sigma'_{33})$ , with  $\sigma'_{11} > \sigma'_{22} = \sigma'_{33}$ ; it can be built at different density  $\rho=1/v$ . However, this density cannot be looser than a given value; this loosest state is called the "normally consolidated state" in the mechanics literature [2,3,4]; it is characterised by its specific volume  $v_{nc}$ .  $v_{nc}$  is found to depend on the stress field. Labelling  $q=\sigma'_{11}-\sigma'_{22}$ ,  $p=(\sigma'_{11}+\sigma'_{22}+\sigma'_{33})/3$ ,  $\eta=q/p$  and  $M'$  the ratio  $q/p$  at the limit of plasticity, i.e.  $M'=6\sin\phi/(3-\sin\phi)$  with  $\phi$  the friction angle, one gets the following equation for  $v_{nc}$  from experimental fit :

$$v_{nc}=v_{nc0}-\lambda \ln(p'/p'_o)-\lambda_d \ln(1+\eta^2/M'^2) \quad (1)$$

where  $\lambda$  and  $\lambda_d$  are two constants which depend on material. The domain of validity of this equation is (10 kPa, 10 MPa). For smaller pressure range, experiments in micro-gravity experiments have to be performed and are currently being performed by NASA; it is probable that  $v_{nc}$  tends to a given limit. For pressure larger than 10 MPa, grain crushing occurs, modifying the  $v_{nc}$  law of variation; examples can be found in



[3].  $\lambda$  is about 0.06 granular matter and sands; an estimate of this value has been tentatively proposed from a microscopic modelling [4,5].

When granular matter is saturated with liquid, it is found experimentally that Eq. (1) still holds, but the stress field which has effectively to be considered in Eq. (1) is the effective stress, i.e. the one which is really carried by the grain structure. So owing to the so-called Terzaghi approximation,  $\sigma'$  is then equal to the total stress  $\sigma_{\text{tot}}$  minus the liquid pressure  $u_w$ :

$$\sigma' = \sigma_{\text{tot}} - u_w \quad (2)$$

It is found that  $\lambda$  and  $\lambda_d$  does not depend on the presence of saturating liquid.

When considering clays saturated with water, similar results are still valid, and Eq. (1) holds, if Eq. (2) is taken into account. The main difference is that the values of  $\lambda$  and  $\lambda_d$  are a bit larger: the material is more “compressible” indeed. The name “normally consolidated” comes from clays since it is much more complicated to get loose sand samples than clay ones. Examples of behaviour of clays can be found in [3].

It is worth mentioning that the shape of the transition curve in the  $(v=1/\rho, \sigma')$  space is convex instead of concave as proposed in ref. [1].

As a final remark, the ensemble of normally consolidated states forms what is called the Roscoe’s surface in soil mechanics literature when  $q/p' = \eta < M'$ ; It forms what is called the Hvorslev’s surface when  $q/p' = \eta > M'$ . Both surfaces are parts of the same surface [5,6]. Knowing these notations may help physicists in finding more information.

*Acknowledgements:* CNES is thanked for partial funding.

## References:

- [1] A.J. Liu & S.R. Nagel, “Jamming is not cool anymore”, *Nature* 396, 21-22 (1998)
- [2] A.N. Schofield & C.P. Wroth, *Critical State of Soil mechanics*, Pergamon press, (1968)
- [3] J. Biarez & P.Y. Hicher, *Elementary mechanics of soil behaviour*, (Balkema, Rotterdam, 1994)
- [4] P. Evesque, “Eléments de Mécanique quasistatique des milieux granulaires mouillés ou secs”, *poudres & grains* **NS1**, 1-155, (2000)
- [5] P. Evesque, “A Micro-mechanical Modelling of the Pressure Dependence of the Void Index of a Granular Assembly”, *poudres & grains* **10**, 6-16, (1999), <http://prunier.mss.ecp.fr/poudres&grains>
- [6] P. Evesque, “Topology of the Roscoe’s- and Hvorslev’s- surfaces in the phase space of soil mechanics”, *poudres & grains* **6**, 10-16, (1999), <http://prunier.mss.ecp.fr/poudres&grains>

The electronic arXiv.org version of this paper has been settled during a stay at the Kavli Institute of Theoretical Physics of the University of California at Santa Barbara (KITP-UCSB), in june 2005, supported in part by the National Science Foundation under Grant n° PHY99-07949.

*Poudres & Grains* can be found at :

[http://www.mssmat.ecp.fr/rubrique.php3?id\\_rubrique=402](http://www.mssmat.ecp.fr/rubrique.php3?id_rubrique=402)

COMMISSION D'ACCÈS  
AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

# Cada

Le Président

---

Avis n° 20153011 du 10 septembre 2015

---

Monsieur Pierre EVESQUE a saisi la commission d'accès aux documents administratifs, par courrier enregistré à son secrétariat le 16 juin 2015, à la suite du refus opposé par le président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à sa demande de communication, au médecin qu'il a désigné, d'une copie du dossier médical sur la base duquel le comité médical supérieur (CMS) a émis un avis le concernant les 25 et 27 février 2014.

La commission rappelle qu'en matière de fonction publique, les documents qui se rapportent à la réunion d'un comité médical présentent le caractère de documents administratifs. Mais, le régime qui leur est applicable est différent selon que le comité a ou non rendu son avis.

Avant l'avis du comité médical ou, le cas échéant, du comité médical supérieur, la commission constate que la communication à l'agent du dossier soumis au comité médical est prescrite par l'article 7 du décret n° 86-442 du 16 mars 1986 pris en application de l'article 35 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 et conformément au principe général des droits de la défense. Ce dossier doit comporter le rapport du médecin agréé qui a examiné le fonctionnaire ainsi que la saisine du comité médical par l'autorité compétente et toutes les pièces sur lesquelles cette saisine est fondée (CE 3 décembre 2010 ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales req. n° 325813). La méconnaissance de ces dispositions est susceptible de vicier la procédure suivie devant le comité médical. La commission relève cependant que l'article 21 de la loi du 17 juillet 1978 ne lui donne pas compétence pour se prononcer sur le droit d'accès de l'agent à toutes les pièces de son dossier, y compris médicales, régi sur le fondement de la loi du 11 janvier 1984 par le décret du 16 mars 1986 et s'estime donc incompétente pour se prononcer sur les refus de communication intervenant sur des demandes présentées avant que les comités médicaux n'aient rendu leur avis.

Une fois l'avis du comité médical ou, le cas échéant, du comité médical supérieur rendu, la commission estime que le rapport de la hiérarchie et la lettre de saisine de l'employeur sont des documents administratifs communicables à l'intéressé, en application de l'article 2 de la loi du 17 juillet 1978, sous réserve d'en occulter d'éventuelles mentions faisant apparaître le comportement de tiers nommément désignés et dont la divulgation pourrait leur porter préjudice, comme par exemple des témoignages ou des plaintes de tiers à l'égard de l'agent concerné par le rapport.

La commission rappelle par ailleurs que l'article L1111-7 du code de la santé publique reconnaît à toute personne le droit d'accéder aux informations concernant sa santé, détenues par des professionnels ou des établissements de santé, à l'exception des informations mentionnant qu'elles ont été recueillies auprès de tiers n'intervenant pas dans la prise en charge thérapeutique ou concernant un tel tiers. En vertu du même article et du dernier alinéa du II de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978, ces informations sont communiquées au demandeur, selon son choix, directement ou par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne à cet effet. Une fois l'avis du comité médical rendu, les rapports du médecin du travail et du médecin agréé qui a examiné l'agent sont donc également communicables à ce dernier, à l'exception des informations mentionnant qu'elles ont été recueillies auprès de tiers n'intervenant pas dans la prise en charge thérapeutique ou concernant un tel tiers.

Enfin, la commission est compétente pour émettre un avis préalable au recours contentieux pour les refus opposés à des demandes de communication postérieures à l'avis du comité médical, ou le cas échéant, du

comité médical supérieur, sur lesquelles la décision de l'administration intervient, en application de la loi du 17 juillet 1978.

En l'espèce, le comité médical supérieur ayant rendu son avis, la commission émet un avis favorable à la communication du dossier sollicité dans son intégralité.

---

Pour le Président  
et par délégation



Nicolas POLGE  
Rapporteur général  
Maître des requêtes au Conseil d'Etat

## **PLAINT**

### **A M. le Procureur de la République de PARIS**

Pour : **M. Pierre EVESQUE** né à Neuilly s/ Seine (92200) le 26 décembre 1951, de nationalité française, Directeur de Recherches au CNRS, demeurant 1 rue Jean Longuet , 92290 CHATENAY-MALABRY.

Ayant pour avocat, **Me Christian BETTINGER**  
Avocat au barreau des Hauts de Seine,  
35 rue Gutenberg - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT  
tel : 0146038901 - Télécopie : 0146038727

### **J' ai l'honneur d' attirer votre attention sur les faits et circonstances suivants :**

M. Pierre EVESQUE est un scientifique reconnu par la communauté scientifique internationale en matière de mécanique des sols (Responsable de l'Opération de Recherche "Physique des milieux granulaires", ses sujets de recherche concernent la physique du désordre et la physique et la mécanique des matériaux granulaires.

Ingénieur ESPCI, docteur es sciences de l'Université Paris VI, il est entré au CNRS – sis 3 rue Michel Ange à PARIS 16ème - pour faire de la recherche fondamentale. D'abord chargé de recherche au laboratoire d'optique physique, il a été nommé Directeur de Recherche au CNRS en 1993.

En marge de ces responsabilités, il est éditeur de la revue scientifique « Poudres et Grains » et il fut longtemps président de l'Association pour l'Etude de la micro-mécanique des milieux granulaires. Collaborateur du Prix Nobel Pierre-Gilles de Gennes, il est l'auteur d'un nombre impressionnant de publications scientifiques dont la liste est produite en annexe (prod. n°1)



Après le décès du prix Nobel, les tracasseries ont débuté au CNRS en 2008 : la lettre qu'a dû écrire M. EVESQUE au délégué régional le 27 juin 2008 au sujet de son directeur de laboratoire – autorité hiérarchique – qui entravait volontairement son travail scientifique en est une bonne illustration (prod. n° 2 et 3 ) . Il relate que son directeur de laboratoire « ..tente de faire échec à mes différentes activités en cours... »

Le climat s'est détérioré avec la direction administrative de son laboratoire. Le stress fut tel qu'en 2009 il a subi un infarctus suivi d'un accident vasculaire cérébral (AVC). S'il a pu en surmonter les effets neurologiques, il en a gardé néanmoins une élocution rapide qu'il n'arrive pas toujours à maîtriser. Le service de médecine de prévention du CNRS a plusieurs fois demandé qu'on tienne compte de cet état dans les relations professionnelles habituelles.

Ainsi le 6 avril 2010, le médecin de prévention écrit sur sa fiche de visite médicale :

*« Poste de travail compatible avec l'état de santé. Prendre en compte ses difficultés d'élocution qui sont incontrôlables et ne reflètent pas un énervement particulier ni une manifestation de refus de dialogue. »*  
(prod.n°4)

M. EVESQUE a continué à jouir d'appréciations élogieuses au sein des services de recherches du CNRS, comme en témoigne le rapport de section du 13 mai 2011 qui se termine ainsi :

*« Le bilan est satisfaisant. La commission recommande de continuer la diversification scientifique et la réorientation progressive de P. Evesque vers les trois derniers sujets évoqués ci-dessus. Cela devrait lui permettre de nouvelles ouvertures et de nouvelles collaborations dans la communauté scientifique »* (prod.n°5)

Malgré cela, et sans doute pour des raisons inavouables qui tiennent à la personne même de M. Pierre EVESQUE, la direction du CNRS a décidé de l'écarter du laboratoire et d'interrompre du même coup ses travaux de recherches menés pourtant depuis de nombreuses années !!.

Dés le 29 septembre 2010, M. EVESQUE a écrit au Délégué Régional du CNRS – dont il relève hiérarchiquement – une lettre recommandée pour l'avertir qu'il était « **..victime d'un harcèlement à mon travail de la part de mon employeur pour les raisons suivantes** » (suit l'énumération des graves faits de harcèlement, parmi lesquels des refus renouvelés de le laisser publier le résultat de ses travaux, des refus de financement de ses travaux, une dégradation constante de ses conditions de travail ...) (prod. n°6).

**Non seulement l'administration n'est pas intervenue après cette lettre pour qu'il soit mis fin à de semblables faits préjudiciables, mais encore elle l' a fait convoquer par le responsable des ressources humaines, devant témoin et sans le prévenir, puis elle a décidé au début de l'année 2012 de l'écarter définitivement de son laboratoire de recherches !!**

Cette attitude est d'autant plus incompréhensible que M. EVESQUE a continué à jouir d'appréciations élogieuses au sein des services de recherches du CNRS, comme en témoigne le rapport de section du 13 mai 2011 visé ci-dessus .

Quels que puissent être les mérites de M. EVESQUE, la direction du CNRS a décidé de l'exclure, même s'il fallait le « dégouter » de venir travailler au laboratoire dirigé par Mr Hachmi Ben Dhia !

Ainsi elle a systématiquement refusé d' évaluer les travaux de Poudres et Grains, allant jusqu' à critiquer les articles tout en refusant de faire respecter la déontologie scientifique par des évaluateurs objectifs.

Pour exclure M. EVESQUE à coup sur, elle a utilisé le procédé indigne du placement en congé de longue maladie, lequel est pourtant réservé par la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat au cas « *...où il est constaté que la maladie met l'intéressé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, rend nécessaire un traitement et des soins prolongés et qu'elle présente un caractère invalidant et de gravité confirmée.* » (article 34)

La direction du CNRS va s'employer à satisfaire aux deux conditions cumulatives posées par la loi :

- 1°) le constat qu'une **maladie** met l'agent public dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions ou rend nécessaire un traitement et des soins prolongés ,

-2°) que cette maladie présente un caractère invalidant et de gravité confirmée

C'est dans ces conditions que dès le mois de septembre 2012 un rapport administratif sur « la manière de servir » de l'agent a été établi, suivi d'une lettre du Dr SANDER – médecin de prévention à la Direction Régionale Ile de France du CNRS – saisissant le Comité Médical du CNRS de la question de savoir « ... dans quelle mesure Monsieur EVESQUE est apte ou pas au travail dans son laboratoire » (prod.n°7).

Un examen médical du 20 octobre 2012 mentionne d'ailleurs que le dialogue est rompu entre M. EVESQUE et son directeur (cf p.21). L'attestation du Dr EVRARD, médecin de prévention du CNRS, selon lequel l'état de santé du requérant « **...ne présentait aucun danger particulier ni pour lui-même ni pour les autres....** » n'a eu aucun effet sur la volonté d'exclure M. EVESQUE du CNRS (prod. n°8 attestation du 5 novembre 2012).

Dans sa lettre au Dr EVRARD, médecin du travail du CNRS, du 22 octobre 2012, l'exposant récapitule tous les faits de harcèlement dont il continue à être l'objet de la part de son directeur de laboratoire, M. Ben Dhia (prod.n°9)

Les choses vont s'accélérer et dès le 4 décembre 2012 M. EVESQUE est convoqué dans le cabinet du Dr Béatrice LAFFY BEAUFILS – médecin psychiatre à l'hôpital Corentin Celton - pour soit disant aider le Comité Médical à « statuer sur sa situation » (sic) (prod.n°10).

Pendant ce temps, le harcèlement moral continue sur les lieux du travail . **A titre d'exemple**, M. EVESQUE a eu besoin pour ses travaux de recherche de matériel au mois de novembre 2012. Par la voie normale, hiérarchique il transmet au directeur de Laboratoire, M. Den Dhia, une commande n°L 15526/FL, mais celui-ci a refusé de signer le bon de commande , sans lui donner d'explication.

M. EVESQUE a dû s'adresser au supérieur hiérarchique, le Délégué Régional, M. Gilles TRAIMOND. (prod. n°11)

Dans sa réponse du 20 décembre 2012, celui-ci a indiqué qu'il n'irait pas à l'encontre de la position prise le directeur du laboratoire (prod. n°12), ce qui est fautif pour la jurisprudence car le supérieur hiérarchique doit prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir les agissements constitutifs de harcèlement moral.

La jurisprudence considère même que, dans ce genre de situation, une absence de soutien ou de reconnaissance, de la part de la hiérarchie ou des collègues, est un des facteurs aggravants des effets du harcèlement moral au travail. La loi de modernisation sociale de janvier 2002 précise qu'il appartient au chef d'établissement – en l'espèce le Directeur Régional - de prendre toutes les mesures nécessaires à la prévention du harcèlement moral.

Une entité administrative peut ainsi être condamnée si elle n'a rien fait contre de tels agissements venant de la part d'un de ses agents.

Or le 15 janvier 2013, l'exposant a pris soin d'écrire à nouveau au Délégué Régional une lettre d'alerte sur les pratiques de harcèlement dont il était la victime :

*« ...je tiens à vous alerter parce que je subis de la part des autorités administratives différents refus, qui pour moi s'assimilent à du harcèlement vertical : refus de dialogue, refus de signature, refus de pièces administratives, refus de noter mes remarques au conseil du laboratoire...Tout ceci me pèse et accroît mon travail pour rien .... »*  
(prod.n°13)

Une lettre du 11 février 2013 remise à M. Ben Dhia résume la situation qui était réservée à M. EVESQUE pour l'empêcher de travailler :

***« Tu as refusé d'en parler alors que tu sais que ce matériel m'est indispensable à l'avance de mes travaux . Pourquoi cette obstruction. Pourquoi refuses-tu toute discussion avec moi ?***

***« Si j'ai bien compris aussi, tu m'as clairement dit nier mon existence à l'intérieur du laboratoire, et tu m'as indiqué nettement un refus de me parler ..... »*** (prod.n°14)

Pourtant en pareil cas – comportement agressif de la hiérarchie vis à vis d'un collègue traduisant une volonté de restreindre de plus en plus ses fonctions au sein de l'entreprise, sans explication ni reproche – la jurisprudence considère qu'il s'agit de faits susceptibles "de porter atteinte aux droits et à la dignité du salarié, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel" (cf [Cour de cassation chambre sociale 24 juin 2009](#)) -

C'est dans cette ambiance que M. EVESQUE a été convoqué devant le Comité Médical du CNRS pour respecter la procédure voulue par le décret n°86-442 du 14 mars 1986 relatif à l'organisation des comités médicaux . (prod. n° 15)

Quelques temps avant cette réunion du Comité Médical, le CNRS a décidé subitement de la tenir non pas chez le praticien du secteur médical dont dépend M. EVESQUE dans les Hauts de Seine.....mais à l'hôpital Sainte Anne, de Paris, dont on connaît la réputation, ce qui renforce l'aspect dégradant de la mesure attendue. (prod. n°16).

C'est dans ce contexte générateur d'anxiété que l'intéressé est allé devant le Comité Médical du CNRS.

Le résultat était inéluctable : dans son rapport du 15 mai 2013 au Comité Médical, le rapporteur, le Dr WIRTH, note au sujet de M. EVESQUE :

*« ...il présente une forte tension émotionnelle qui témoigne d'une souffrance psychique ....Il décrit un état d'épuisement intellectuel s'accompagnant d'une impression d'être seul contre tous ....Le discours de l'intéressé, tout au long de cette audition, vient confirmer le diagnostic de syndrome dépressif se développant sur une personnalité au caractère sensible ... »* (prod.n°17)

La manœuvre coordonnée a donc réussi puisque M. EVESQUE a présenté ce jour là des symptômes d'anxiété psychologique .....sur lesquels le Comité Médical du CNRS s'est bien évidemment appuyé pour conclure à la nécessité de l'écarter du service.(voir les faits ci-dessus).



A la suite de cette réunion, le Président du CNRS a pris le 17 mai 2013 une décision d'éloignement de M. EVESQUE, appelée hypocritement de

« .. congé de longue maladie pour la période du 21 mai 2013 au 20 novembre 2013 », dans un premier temps pourrait-on dire ! (prod. n°18)

D'ailleurs, pour bien montrer leur volonté de ne plus voir M. EVESQUE au laboratoire et avant même la notification officielle de cette mise en congé d'office, la direction du CNRS a fait changer le mode d'ouverture de la porte du bureau de l'intéressé :

celui-ci ne pouvait plus entrer dans son bureau .....même pour prendre ses affaires personnelles !!! (cf les attestations de l'événement, prod. n°19 et 20) (pratique qui n'existe pas lorsqu'il s'agit d'un agent en situation de maladie).

Et tout ceci devant ses collègues de travail .....ce qui constitue un acte supplémentaire d'humiliation à son égard.....et sans que le CNRS saisisse le Comité Médical Supérieur comme il en a l'obligation lorsque l'agent le lui demande !!

La volonté de nuire est ici d'autant plus évidente lorsqu'on sait que la seule saisine du Comité Médical Supérieur est suspensive de toute mesure prise à l'encontre de l'agent en considération de sa personne ! (prod. n°21 protestation du 14 juin 2013).

Les abus de pouvoir et les atteintes aux libertés personnelles sont constants de la part des supérieurs de M. EVESQUE, comme on le voit.

En réalité tous les actes pris par la direction du CNRS – du Directeur du Laboratoire au Président du CNRS, en passant par le Directeur Régional – n'ont eu qu'un objectif l'humilier au sein des équipes de chercheurs du CNRS en réduisant le champ de ses responsabilités professionnelles, le déstabiliser en lui coupant les moyens financiers nécessaires à ses recherches, jusqu'à la fermeture inopinée de son bureau pour l'empêcher d'y travailler ..... pour aboutir en définitive à le briser afin qu'il tombe en dépression.

Il est devenu une cible au sein du CNRS qu'il fallait faire disparaître tôt ou tard. La souffrance au travail a en conséquence été permanente, notamment parce qu'il a fait l'objet d'une politique d'isolement continue. Il y a eu une véritable entreprise de dénigrement .

**De tout ce qui précède, on constate qu'on est en présence de L'INFRACTION DE HARCELEMENT MORAL AU TRAVAIL** , prévue par l'article 222-33-2 du Code Pénal qui dispose :

***Le fait de harceler autrui par des agissements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.***

Le harcèlement moral se manifeste donc par des agissements répétés, qui ont pour effet une forte dégradation des conditions de travail de l'agent public, qui :

- porte atteinte à ses droits et à sa dignité,
- ou altère sa santé physique ou mentale,
- ou compromet son avenir professionnel.

Incontestablement ces éléments de l'infraction pénale sont réunis en l'espèce, ce qui justifie la présente plainte avec constitution de partie civile car de tels agissements sont interdits, même en l'absence de lien hiérarchique entre celui qui commet et celui qui subit. Le harcèlement moral porte en effet atteinte à la personnalité de la victime, à sa dignité, à son intégrité physique et psychologique et met en péril son emploi.

Le harcèlement moral au travail est réprimé dans le statut de la fonction publique et, en droit social européen, dans la charte sociale européenne dont l'Article 26 concernant le droit à la dignité au travail, énonce que :

« ....en vue d'assurer l'exercice effectif du droit de tous les travailleurs à la protection de leur dignité au travail, les Parties s'engagent, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs (...) à promouvoir la sensibilisation, l'information et la prévention en matière d'actes condamnables ou explicitement hostiles et offensifs dirigés de façon répétée contre tout salarié sur le lieu de travail ou en relation avec le travail, et à prendre toute mesure appropriée pour protéger les travailleurs contre de tels comportements » (principes qui valent bien sûr pour les agents des établissements publics).

**En conséquence, au nom et pour le compte de M. Pierre EVESQUE, je porte plainte contre M. Hachmi Ben Dhia, directeur du laboratoire MSSMat, Ecole Centrale Paris, résidant 55 avenue de Breteuil à Paris 7ème et contre X en raison des faits et actes susvisés ayant concouru à l'infraction ci-dessus visée, ainsi que pour toutes autres qualifications qui pourraient se révéler.**

**Vous remerciant de bien vouloir m' informer des suites que vous donnerez à cette affaire, je vous prie d'agrée, Monsieur le Procureur de la République, l' expression des mes sentiments déferents.**

Fait à BOULOGNE-BILLANCOURT, ce 15 juillet 2013

**Parquet du procureur de la République**

Service : Social, consommation et environnement

N° Parquet : 13204000878

N° téléphone : 0144329800

N° télécopie : 0

MONSIEUR EVESQUE PIERRE  
1 RUE JEAN LONGUET  
92290 CHATENAY MALABRY

Plainte en date du 15/07/2013

Contre

BEN DHIA Hachmi

Faits : Discrimination / Exploitation de personnes vulnérables.

### **Avis de classement**

L'examen de cette procédure ne justifie pas de poursuite pénale au motif que :

les faits dont vous vous êtes plaint ont donné lieu à une mesure décidée par une autre administration que celle de la justice. En conséquence le parquet estime qu'il n'est pas utile de faire juger cette affaire.

Vous pouvez contester cette décision de classement en adressant un courrier motivé et accompagné d'une copie du présent avis de classement au procureur général près la cour d'appel.

Vous avez également la possibilité de passer outre ma décision en poursuivant vous-même la procédure soit au travers :

**DU PROCES PÉNAL :**

- en saisissant la juridiction compétente par voie de citation directe ;  
Vous devez demander à un huissier de faire convoquer votre adversaire devant le tribunal. Si vous avez recours à l'assistance d'un avocat, c'est lui qui prendra contact avec l'huissier.
- ou en demandant l'ouverture d'une information par le biais d'une constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction.  
Dans ce cas, il vous sera demandé de verser une somme fixée par le juge d'instruction en garantie du paiement de l'amende civile susceptible d'être prononcée si votre constitution de partie civile est jugée abusive ou dilatoire.

**DU PROCES CIVIL**

Demandez à un huissier de convoquer votre adversaire devant le tribunal civil pour lui réclamer le paiement

de dommages et intérêts.

Si vous entendez réclamer des dommages et intérêts dont le montant est inférieur ou égal à 4000 euro, vous devez porter l'affaire devant la juridiction de proximité du domicile de votre adversaire.

Si vous entendez réclamer des dommages et intérêts dont le montant est compris entre 4000 et 10000 euro, vous devez porter l'affaire devant le tribunal d'instance du domicile de votre adversaire.

A l'audience, vous pourrez vous présenter en personne, ou vous faire représenter par un avocat ou un proche (votre conjoint, vos parents et alliés en ligne directe, les personnes exclusivement attachées à votre service personnel ou à votre entreprise).

Si vous entendez demander des dommages et intérêts dont le montant est supérieur à 10000 euro vous devez porter l'affaire devant le tribunal de grande instance du domicile de votre adversaire.

Dans ce cas, vous devez obligatoirement prendre un avocat.

En cas d'insuffisance de ressources, vous pouvez demander le bénéfice de l'aide juridictionnelle, en écrivant à l'adresse suivante :

Bureau d'aide juridictionnelle  
1 Quai de Corse  
75194 PARIS CEDEX 04

J'attire votre attention sur le fait que l'article 177-2 du code de procédure pénale prévoit la sanction des constitutions de parties civiles abusives.

Bien que la plainte que vous avez déposée ait été classée, si vous maintenez votre intention d'obtenir la réparation de votre préjudice, vous pouvez demander au bâtonnier de l'ordre des avocats qu'il vous désigne un avocat afin qu'il vous assiste dans vos démarches.

A cette fin, vous devez adresser le formulaire ci-joint.

Vous êtes avisé que les frais de cet avocat seront à votre charge. Toutefois, si vos revenus mensuels sont inférieurs au plafond fixé par la loi (936 euro pour l'aide juridictionnelle totale, 1367 euros pour l'aide juridictionnelle partielle), vous pourrez bénéficier de l'aide juridictionnelle, les frais d'avocat étant alors pris en charge en tout ou partie par l'Etat. Pour tout renseignement complémentaire sur ce point, vous pouvez vous adresser au bureau d'aide juridictionnelle au tribunal de grande instance.

" Vous souhaitez en savoir plus : [www.justice.gouv.fr](http://www.justice.gouv.fr), rubrique « droits et démarches » "

Veuillez agréer Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait au parquet, le 24 décembre 2014

Le procureur de la République





Comité Médical  
Affaire suivie par Brigitte DELAUX  
☎ 02 31 46 25 19  
Réf : CM/BD/331.16

Caen, le

19 FEV. 2016

Objet : Examen médical  
**Recommandé avec AR**

Monsieur EVESQUE Pierre  
1 rue Jean Longuet  
92290 CHATENAY MALABRY



Direction des Ressources Humaines

Service des pensions et accidents du travail

Unicité - Bat F - 16, rue Alfred-Kastler  
14050 Caen cedex 4

T. 02 31 46 25 00  
F. 02 31 95 06 61

Monsieur,

Après réception du rapport d'expertise du 10 février 2015 du Docteur GROSSIN qui concluait à l'impossibilité d'une reprise d'activité vous concernant et à la nécessité d'une expertise complémentaire en milieu hospitalier, vous avez été invité à cette fin en consultation auprès du Docteur LAFFY BEAUFILS, les 23 mars et 09 juin auxquelles vous ne vous êtes pas présentés pour différents motifs.

Donc, afin de permettre au Comité Médical de statuer sur votre situation, nous prions de bien vouloir vous présenter chez le :

**Docteur ALLANIC Hervé**  
Centre Hospitalier Paul Guiraud  
UMD Henri Colin  
54 avenue de la République  
94806 VILLEJUIF

Vous êtes attendu à son cabinet le :

**Vendredi 04 mars 2016 à 15h00**

Vous voudrez bien vous munir, lors de cet examen, de tous les documents médicaux en votre possession.

En cas d'impossibilité majeure, je vous prie de vous rapprocher du secrétariat du Comité Médical au :

**02.31.46.25.19**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Pour le Président du Comité Médical,  
Le Responsable du Service des pensions  
et accidents du travail

Sébastien GRESIK

19.02.16 LA POSTE  
CI 0159  
75 PARIS SUD PIC

RECOMMANDE GC  
R1AR

Chère !  
J'ai réussi à récupérer cette lettre (convocation)  
A6-B) à la poste le 5/3/2016;  
avec l'autorisation (du CNRS) et c

clapnet qui  
gère la réception  
Je l'embrasse

Pierre

Annexe 8: Convocation du Comité Médical pour le 4/3/2016 (2p)  
arrivée en retard, le 5/3

LP : 2C 093 697 3102 0



6661007:88:290:110:TI

M ME EVESQUE  
13 RUE JEAN LONGUET  
92290 CHATENAY MALABRY

05/03/16

La Poste  
Châtenay Malabry

05 MARS 2016

Direction des Ressources Humaines  
Service des Pensions et Accidents du Travail  
Unité - Bat F - 16 rue Alfred-Kastler - 14050 Caen cedex 4  
+33 (0) 2 31 46 25 00  
+33 (0) 2 31 95 06 61



LA POSTE

Ne pas détacher cette  
partie fixe du support  
guichet recommandé.

Numéro de l'envoi : 2C 090 344 89386

SERVICE  
NEUTRE  
en CO<sub>2</sub>

Présenté / Avisé le : 24/06/16  
Distribué le : 24/06/16

donc distribué le 5/3/2016

Cadres réservés à La Poste

Date : Prix : CRBT :

La Poste S.A. au Capital de 3 800 000 000 € - RCS Paris 356 000 000  
Siège Social : 44 boulevard de Vaugirard - 75757 Paris CEDEX 15



LA POSTE

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'envoi :  
2C 090 344 89386

SERVICE  
NEUTRE  
en CO<sub>2</sub>